



Tremplin

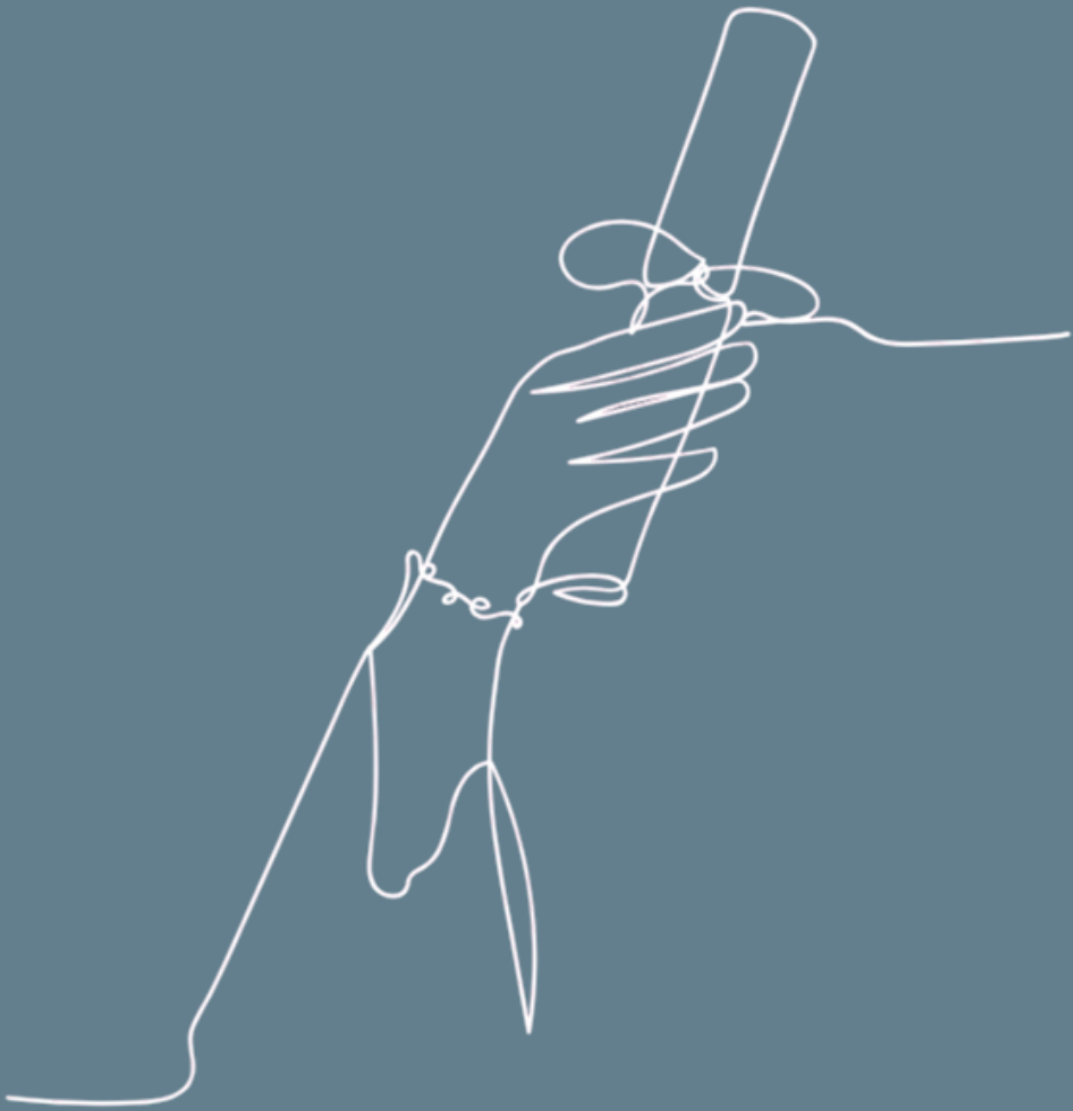


Table des matières

Table des matières	1
Le Tremplin vol. 04.....	2
Droit des sanctions	3
Droit des sûretés.....	4
Droit pénal spécial II : questions choisies de politique criminelle.....	5
Droit réels immobiliers	7
Compétence et entraide internationales en matière pénale	8
Droit médical	10
Droit de la personnalité.....	11
Droit public et action climatique.....	12
Comparative Human Rights	13
Droit pénal de la circulation routière.....	14
Droit de la personnalité.....	15
Droit de la sécurité sociale II	16
Practice of International Humanitarian Law.....	17

Le Tremplin vol. 04

Chers lecteurs et chères lectrices, l'Association des Étudiant·e·s en Droit (AED) vous adresse ses plus chaleureuses **FELICITATIONS** ! Vous avez désormais atteint le niveau du master, un parcours exigeant mais ô combien passionnant. Vous avez fait un long chemin depuis la première année, et il est maintenant temps d'aborder les défis plus complexes qui se présentent à vous.

Dans le cadre de votre préparation aux examens de master, il est essentiel de vous familiariser avec les différentes questions qui peuvent être posées dans chaque matière. C'est pourquoi nous avons conçu ce **Tremplin vol. 04** spécialement pour vous, afin de vous aider à vous préparer aux épreuves de manière optimale.

Dans le cadre de l'élaboration de ce Tremplin, nous avons recueilli **les questions d'examen partagées par vos prédécesseurs** afin de vous fournir un outil aussi complet que possible. Ces questions ont été soigneusement sélectionnées pour refléter les attentes les plus courantes et les plus pertinentes lors des examens oraux. Cependant, nous savons que chaque année peut apporter son lot de nouveautés et de surprises. C'est pourquoi nous vous invitons chaleureusement à **participer à cette démarche collaborative** en nous envoyant les questions d'examen que vous pourriez rencontrer, ou que vous avez déjà rencontrées, à notre adresse mail (aed@unige.ch). En enrichissant constamment ce recueil, nous serons tous ensemble mieux préparés et solidaires dans cette préparation cruciale.

Le master peut sembler plus intimidant, mais avec une bonne organisation et des stratégies de révision adaptées, rien ne vous empêchera de réussir ! N'oubliez pas que la clé de votre réussite réside dans une préparation continue, une révision régulière, et surtout dans votre capacité à appliquer le droit à des situations concrètes.

Alors, prenez ce **Tremplin** comme un véritable allié dans votre préparation, et rappelez-vous : avec méthode, organisation et persévérance, vous êtes plus que capables de surmonter cette étape cruciale !

Bonne chance à toutes et à tous dans vos révisions et pour vos examens à venir !

Droit des sanctions

Question 1 : Quels sont les mécanismes pour enfermer une personne pendant plus de 20 ans ? Quels sont les enjeux sur le plan des droits fondamentaux ?

Question 2 : Vous êtes juge, expliquez le raisonnement de fixation de la peine.

Question 3 : Décrivez ce qu'est ou devrait être le régime progressif des peines privatives de liberté.

Question 4 : Quels sont les moyens de libération de l'internement, respectivement de l'internement à vie ?

Question 5 : Qu'est-ce que le principe d'individualisation de la sanction, tant dans son prononcé que dans son exécution ?

Question 6 : Quelles sont les conditions de détention des peines et des mesures ?

Question 7 : Quelles sont les conséquences en cas de récidive pendant le délai d'épreuve ?

Question 8 : Expliquez les différentes circonstances atténuantes générales, leurs effets en donnant des exemples concrets.

Question 9 : Quelles sanctions protègent directement les intérêts du lésé ?

Question 10 : Des questions relatives aux objectifs et aux conditions de la libération conditionnelle.

Questions 11 : Quelles sont les conditions d'exécution des peines et des mesures ?

Question 12 : Donnez 5 exemples de concrétisation de garanties constitutionnelles et de la CEDH dans le droit des sanctions.

Question 13 : Cas pratique relatif aux conséquences d'une récidive dans un délai d'épreuve.

Question 15 : Quelles sanctions sont dans l'intérêt du lésé ?

Question 16 : Quelles sont les perspectives de contact avec le monde extérieur que peuvent avoir les personnes en exécution de peine ?

Droit des sûretés

Question 1: Un cas pratique. La société A SA emprunte 100'000 CHF à la société B SA. En garantie du prêt, A SA remet en gage à B SA 4kg de platine. B SA peut disposer du platine.

Plusieurs questions sont posées :

- Quel gage a été créé ?
- Est-ce que B SA peut vendre à C SA 1kg de platine ?
- Que devra restituer B SA si A SA rembourse l'emprunt ?
- *Quid* si B SA tombe en faillite ?
- *Quid* de la question 4 si le gage créé était un nantissement ?

Droit pénal spécial II : questions choisies de politique criminelle

Question 1 : Un cas pratique. Un monsieur a la maladie d'Alzheimer. Il est tombé par la fenêtre mais a survécu. Il ne peut plus manger seul, ni s'habiller seul. Il avait dit à sa fille vouloir mourir s'il devenait dans cet état. Sa fille demande au médecin d'augmenter ses doses de médicaments (pour lui diminuer la douleur, et le faire mourir en réalité)

Les questions étaient :

- Que risque le médecin s'il le fait ?
- Que risque la fille si c'est elle qui le fait ?

Question 2 : Un cas pratique. Un petit garçon, qui avait mal au pied, ne voulait pas que ses parents rentrent avec lui en consultation. En réalité, le petit garçon souffre d'un cancer. Ils lui font faire un traitement expérimental alors qu'il est encore mineur. Le garçon meurt en étant majeur. Questions relatives sur la responsabilité du médecin et de l'hôpital. Questions liées au traitement expérimental

Question 3 : Un cas pratique sur les infractions à l'intégrité sexuelle. Application de l'art. 190 ch. 2 CP, de l'art. 191 CP et stealthing. Qu'est-ce qui change si les faits s'étaient déroulés avant le 1er juillet 2024 ?

Question 4 : Un arrêt fribourgeois de 2022 dans lequel une personne a été condamnée à contrainte sexuelle et viol. Critiquez cet arrêt. En quoi la Cour a interprété de manière extensive la notion de contrainte ?

Question 5 : Un cas pratique relatif aux infractions contre la vie : le meurtre par dol éventuel et le meurtre à dessein (auteur médiateur).

Question 6 : Un cas pratique relatif au viol, dans le contexte de l'ancien et du nouveau droit des mineurs et la procédure.

Question 7 : Les exceptions au secret médical (question théorique).

Question 8 : Un cas pratique sur le suicide assisté, mais le pento est délivré par une infirmière. Disposition de la LStup sur la prescription sans droit. Variante avec l'art. 114 CP.

Question 9 : Mettez en relations les droits fondamentaux et les infractions vues en cours. Utilisez les exemples de jurisprudence vus en cours. Donnez deux exemples.

Question 10 : Un cas pratique. Une avocate a un auxiliaire. La cliente de l'avocate est une femme très riche. L'auxiliaire scanne les documents et voit à quel point elle est riche. Dans une soirée où il a trop bu, l'auxiliaire décrit la cliente sans la nommer mais quelqu'un l'identifie malgré tout. Cette personne est un homme secrètement amoureux de la cliente. Il lui fait du chantage pour passer la nuit avec elle. En cas de refus, il la menace de dénoncer aux autorités compétentes l'existence de son compte aux Bahamas. La cliente accepte le marché. Comment jugez-vous :

- L'avocate
- L'auxiliaire
- L'homme amoureux de la cliente

Question 11 : Expliquez la méthodologie des articles 19ss LStup.

Question 12 : Pourquoi dit-on que la contrainte est une infraction protéiforme ? Donnez des exemples.

Question 13 : Une comparaison entre deux arrêts du TF (convergences et divergences). L'un condamne pour le geste de la quenelle devant une synagogue et l'autre acquitte ce même geste dans une manifestation (sous l'angle de l'art. 261bis CP).

Question 14 : Un cas pratique. Un homme de 20 ans propose à une jeune fille de 14 ans, en étant persuadé qu'elle est majeure malgré les indices, de rembourser la dette du grand frère de cette dernière en ayant un rapport sexuel. Elle accepte. Avant le rapport sexuel, ils fument un joint ensemble. Après le rapport sexuel, le grand frère appelle la police et menace l'homme de le tuer s'il bouge. Qu'est-ce que l'homme risque pour le rapport sexuel avec la jeune fille et le joint ? Peut-il porter plainte contre le grand frère ?

Droit réels immobiliers

Question 1 : Commentez l'art. 667 CC. Acte de DDP à analyser. HL questions d'examen sur le polycopié

Question 2 : Cas pratique relatif à la copropriété dépendante et le transfert des risques. Commentez le droit de superficie et le principe d'accession (question piochée).

Question 3 : Analyse globale d'un projet d'acte notarié.

Question 4 : Cas pratique relatif à une propriétaire en PPE. Plusieurs questions sont posées :

- La propriétaire souhaite faire des travaux. Elle veut changer le sol en marbre pour que son hall soit plus beau (travaux d'embellissement). A-t-elle besoin de l'accord de ses voisins ?
- Sa voisine souhaite vendre son appartement. A-t-elle un droit de préemption (droit de préemption réintroduit) ?
- Son voisin a un droit d'usage particulier sur le jardin. Peut-elle utiliser son jardin en changeant le règlement sans l'accord du voisin ?

Compétence et entraide internationales en matière pénale

Question 1 : Deux demandes d'extradition à quelques jours d'intervalle sont faites à la Suisse. Comment choisir à quel État extraditer ?

Question 2 : Qu'est-ce que le principe de la *lex mitior* ?

Question 3 : X est en colère contre Y car Y l'a trompé. Elle se situe en Allemagne et lui en Suisse. Elle décide de confectionner une pancarte destinée au concierge de Y disant que Y est un pédophile et demande au concierge de l'afficher dans le hall de son immeuble.

- Compétence des tribunaux suisses
- Compétence des tribunaux allemands

Question 4 : Quelle est la durée d'une saisie conservatoire ?

Question 5 : Une personne vole un tableau. L'État étranger nous fait une demande d'entraide et saisie. Est-ce que la Suisse peut saisir le tableau ? Quels sont les droits du prévenu ? Est-ce que la remise peut intervenir ? Combien de temps cela peut durer ?

Question 6 : Quelles sont les autorités en matière de coopération et quels sont leurs rôles (question théorique) ?

Question 7 : Sara habite en Suisse et à la nationalité française. Elle commet des vols à Paris et se fait arrêter en Suisse. La France envoie une demande d'entraide à la Suisse. Je travaille à l'OFJ. Est-ce que j'accorde cette entraide ?

Question 8 : Un cas pratique. Un homme fait l'objet d'une demande d'extradition (la CEEextr n'est pas applicable). Comment peut-il demander sa libération de détention en vue de son extradition. Donnez les arguments contre son extradition.

Quelles sont les conditions d'une déléation de poursuite à la Suisse ? En cas d'acceptation, refaites l'audition du prévenu (si l'état étranger l'avait déjà fait) (question théorique).

Question 9 : Un cas pratique. Une femme allemande réalise une calomnie en Allemagne. La calomnie est envoyée au voisin de son ex, qui habite en Suisse. Il affiche la lettre dans l'immeuble. La Suisse est-elle compétente ?

Quelle est la durée de la saisie des avoirs en Suisse (question théorique) ?

Droit médical

Question 1 : Un cas pratique. Un homme prend du paracétamol tous les jours pour sa douleur à la hanche. Pendant le rendez-vous chez le docteur, celui-ci l'informe que prendre du paracétamol quotidiennement est toxique et lui dit que ce serait préférable de se faire opérer. Le patient refuse l'opération.

Le docteur appelle la femme du patient en lui disant que s'il continue à prendre du paracétamol qu'il risque de mourir et qu'il faut faire l'opération. La femme réussit à convaincre son mari à se faire opérer la hanche.

Que pensez-vous du comportement du docteur ?

Question 2 : Un cas pratique. Un chirurgien ne voulait pas renouveler sa police RC. Quid des obligations ? Quid de l'importance sur le volet de la responsabilité civile et pénale ? Questions sur le consentement d'une fille de 16 ans pour rhinoplastie.

Question 3 : Un cas concernant un médecin qui a opéré le mauvais orteil sur son patient. Des questions relatives à la responsabilité de l'hôpital et du médecin ont été posées.

Droit de la personnalité

Question 1 : Cas pratique relatif à l'intégrité corporelle. Un homme se balade sur un trottoir. Un agent de sécurité d'un villa lui crie dessus pour qu'il s'enlève du trottoir. L'homme lui répond que le trottoir est accessible à tous. L'agent de sécurité commence à le pousser violemment, lui donne un coup de pied et le menace d'entamer des poursuites. L'homme a une grosse contusion. Comment peut-il agir et par quel(s) moyen(s) ?

Droit public et action climatique

Question 1: Un cas relatif à la loi sur le nucléaire en suisse. On est juriste et le DETEC souhaite modifier l'art. 36 [l'étudiant n'est plus sûr qu'il s'agisse de cet article] en supprimant certains alinéas de cet article, afin d'accélérer le processus pour de nouvelles constructions de centrales nucléaires. Quels sont les arguments pour et contre ?

Comparative Human Rights

Question 1: Influence of John Locke on the US Supreme Court case law. Blasphemous speech about criticizing religions.

Droit pénal de la circulation routière

Question 1 : Permis à l'essai et élève conducteur : les spécificités de la répression pénale.

Question 2 : Un cas est le suivant. Olivier prend tous les jours des médicaments sur prescription médicale (importants pour sa santé). On lui a retiré le permis pour cette raison. Un jour, Olivier n'a plus de médicaments. Il se prend les clés de voiture de sa sœur et se rend urgemment à l'hôpital. Il se fait contrôler et a de la morphine dans le sang. Sa sœur dit ne pas vouloir porter plainte.

Comment jugez Olivier ?

Question 3 : Des questions relatives à la participation en droit pénal de la circulation routière.

Question 4 : Droit pénal de la circulation routière et Droit pénal : la punissabilité, les similitudes et les différences.

Question 5 : Infractions du code pénal et infractions de la circulation routière : concours et délimitations.

Question 6 : Qu'est-ce que le détenteur ? Quels sont les articles liés à cette notion ?

Droit de la personnalité

Question 1 : Cas pratique relatif à l'intégrité corporelle. Un homme se balade sur un trottoir. Un agent de sécurité d'un villa lui crie dessus pour qu'il s'enlève du trottoir. L'homme lui répond que le trottoir est accessible à tous. L'agent de sécurité commence à le pousser violemment, lui donne un coup de pied et le menace d'entamer des poursuites. L'homme a une grosse contusion. Comment peut-il agir et par quel(s) moyen(s) ?

Droit de la sécurité sociale II

Question 1 : Un cas pratique. Le couple est marié. Le mari a fait un AVC. Il devient invalide (100%). Sa femme, qui ne travaillait plus depuis neuf ans, souhaite reprendre le travail pour assurer un revenu. Elle aimerait savoir s'il existe des aides. Donnez l'assurance sociale correspondante et les prestations qu'elle peut éventuellement obtenir.

Practice of International Humanitarian Law

Question 1 : What are the main changes that IHL has undergone in the past century ? What are, in your view, the main drivers for these changes ? What are the sources of contemporary IHL ? Is there any priority among them ? Is the distinction between jus ad bellum and jus in bello still relevant today ? Why ?

- Interactions between IHL, IHRL and ius ad bellum
- what could argue Ukraine because Russia has attacked it before -> even if there is the equality of belligerent under IHL -> it was still a violation of ius ad
- Question of the equality of belligerents & also in NIACs -> what is the view of Sassoli (for him \emptyset equality -> sliding scale if belligerent are +/- organized BUT all obligations for the state & art 3 C always applicable
- In your view, is ius ad bellum relevant for NIACs ?